

Sur les traces des pauvres

Michel KOKOREFF

Les sociologues Jean-François Laé et Numa Murard reviennent sur les terres de leurs enquêtes sur l'argent des pauvres. Leur livre permet, par contraste, de faire apparaître la portée des processus d'individualisation et de fragmentation des classes populaires contemporaines.

Recensé : Jean-François Laé et Numa Murard, *Deux générations dans la débîne. Enquête dans la pauvreté ouvrière*, Paris, Bayard, 2012, 420 p., 21€.

Au début des années 1980, deux sociologues mènent l'enquête dans une cité de transit à l'écart de Rouen et du Havre. Le livre qu'ils publient en 1985 sous le titre *L'argent des pauvres*, offre un tableau extrêmement riche et un regard singulier sur la vie sociale de ces familles démunies, sans emploi ni logement fixes, pour l'essentiel françaises. Trente ans plus tard, ils décident de revenir sur le terrain. Que sont devenus leurs informateurs privilégiés et les autres habitants de cette cité détruite en 1987 ? Comment retrouver leur trace ? Et pour dire quoi de neuf ? Cette « ethnographie de la mémoire » conduit à revenir sur les parcours de deux générations de ces fractions démunies des classes populaires. Elle fournit la matière d'un long et beau texte qui est bien plus qu'une préface ou une longue introduction à ce que les auteurs appellent désormais « l'Archive » (*L'argent des pauvres*), prenant une valeur historique.

Ce livre est donc double. Il fournit, notamment dans l'introduction et la conclusion de nombreuses clés d'interprétation sur ce qui a résisté au temps et ce qui a changé. Ce qu'il reste à dire et à savoir de ces pauvres qui correspondent assez bien à la figure des « cas soc' » (cas sociaux) est « ce que font, disent et vivent ces supposés jouets de l'histoire, sans être réduits ni à une classe, ni à une histoire homogène, ni à une seule posture politique » (p. 11). C'était bien la posture revendiquée en 1985. Accorder toute son importance à ce que les gens

vivent et disent, restituer les détails de la vie quotidienne, et privilégier pour cela le récit. On retrouve donc la même manière de faire enquête. Il s'agit d'attraper ce réel qui échappe régulièrement aux grandes théories comme aux analyses les plus minutieuses de la pauvreté, à partir d'observations de terrains approfondies. Tels sont l'intérêt et la qualité remarquables du travail de Jean-François Laé et Numa Murard.

Les pauvres et l'argent

Le titre original du livre est lui-même évocateur d'un décentrement du regard. *L'Argent des pauvres* décrivait tout d'abord les échanges et les solidarités, le rapport à l'argent, au travail, à l'aide sociale, au logement, la débrouillardise et son économie, la petite délinquance, à travers des moments parfois dramatiques, souvent cocasses ; puis brossait l'arrière-plan historique, théorique et méthodologique de l'enquête, l'histoire récente du logement social, le glissement des catégories de désignation (de la « guerre des taudis » à la « guerre aux pauvres »), les grandes caractéristiques de la population étudiée. Construite en 1975 pour désengorger les taudis du centre-ville, composée de quatre-vingts logements réunissant deux cent cinquante personnes, dont les deux tiers d'enfants, elle réunissait dans la période d'étude (1981-1984) des familles de la « classe pauvre », dont une minorité d'adultes avait un emploi et une majorité vivait de l'aide sociale. Il s'agissait plus de parler des pauvres que de la pauvreté, de la perception que ceux-là se font de celle-ci, plus que de sa mesure objective, des « structures » et « systèmes » qui la fabriquent et la reproduisent. Prendre comme fil rouge de l'enquête l'argent et ses équivalents (nourriture, vêtements, objets) n'avait rien de provocateur (même si l'expression sera mal comprise aujourd'hui eu égard au procès perpétuel fait aux bénéficiaires des alloc' et au thème de « l'argent facile »). C'était prendre le contre-pied de nombreux témoignages et discours emprunts de moralisme ou de misérabilisme réduisant le « quart-monde » et les « cas sociaux » à la misère et aux problèmes qu'ils posent. Car, en dépit des rares emplois occupés (ouvriers sans qualification, conducteurs d'engin, peintres, femmes de chambre, caissières), les ressources offertes par le travail au noir et les réseaux économiques souterrains (recyclage des déchets, récupération de ferraille, réparations d'objets divers, petits vols) permettaient de se débrouiller. De même le système complexe des prestations familiales, comparé à une « banque sociale », jetait une lumière crue sur les rapports des travailleurs sociaux avec « leurs » pauvres, mais disait aussi les appropriations et détournements dont les allocations sont l'enjeu. En ce sens, la cité qu'ils habitaient était loin d'être un espace amorphe, en proie à la désorganisation, anomique. De

plus, il s'agissait de souligner l'étroite imbrication des intérêts économiques et des obligations sociales dans un équilibre fragile.

Prenons l'étonnant récit de la mort du père Brisard, qui ouvre le volume. Cet ancien employé de bureau de 56 ans, qui vivait dans une cave, toujours chez les uns, chez les autres, est renversé par une automobile sur la Nationale en revenant à pied de l'hôpital. Toute la cité s'inquiète de son retard, puis partage l'émotion de la famille lorsque la nouvelle de sa mort tombe. Cet événement dramatique s'inscrit dans la mémoire collective que conforte l'article publié dans la presse locale. L'organisation de la quête, la somme recueillie, le talent des quêteurs, l'hommage rendu, tout cela traduit la réputation du défunt, mais aussi les airs de village de la cité – pour reprendre ce thème classique du « village urbain ». Ce qui s'y joue, c'est toute une organisation sociale s'exprimant, plus largement, à travers les obsèques, mariages, accouchements et autres événements, qui sont autant d'indices de « l'intensité de la vie sociale ».

Mais cette dernière est aussi faite de nécessités plus matérielles qui appellent toutes les aides disponibles, et lorsqu'elles font défaut, de nouvelles ressources qui tranchent avec les discours sur la « mentalité de l'assisté » ou « l'imprévoyance des familles ». Ce récit lui aussi étonnant en donne un aperçu.

Lorsque le frigo et le placard sont vides, la fièvre s'empare de Blanchard. Pour se procurer le repas du soir, on saisit n'importe quelle occasion, n'importe quelle magouille, n'importe quel travail qui fera la pièce de dix francs salvatrice, les deux bons acceptés par l'épicier ou le panier accordé par les éducateurs. C'est de l'économie au coup par coup : on prête la main au gardien pour les poubelles ; à tout hasard, on passe voir les éducateurs ; on fait une tournée de ferraille en ville ; on essaie de revendre un meuble ou un bibelot. C'est un état d'urgence qui autorise le vol chez l'épicier, l'exigence d'un remboursement immédiat de la part d'un voisin qu'il aurait mieux valu ne pas brusquer, la casse du local des éducateurs, la fauche dans les champs, l'emprunt forcé à plus faible que soi. Les inégalités sont flagrantes dans ce quotidien. Celui qui dispose d'un revenu acceptable ne connaît pas cette panique car il maîtrise un temps plus étendu. Les autres doivent gérer et prévoir en fonction de ces aléas, de ces brusques ruptures qui créent des gouffres dans des finances déjà précaires. (p. 312)

Autrement dit, les perceptions de la pauvreté font apparaître des différenciations allant du clochard, sans argent ni lieu ni parents ni amis, au nanti qui dispose d'un revenu stable. « Au delà règnent l'aisance, la fortune, autant de zones inconnues, impénétrables » (p. 300-301).

Allocations et solidarité

Jean-François Laé et Numa Murard excellent dans la description de l'économie des liens dans cette cité. Ils mettent à jour le double système de contraintes qui s'impose aux habitants de la cité Blanchard. D'un côté, les « les Blanchardins toujours dépendants des procédures d'attribution qui traînent » (p. 319), savent aussi utiliser les bonnes techniques pour obtenir de l'aide lorsque l'argent fait défaut et que les frigos sont vides, instaurer un rapport de forces avec les travailleurs sociaux, faire valoir leur statut d'ayant droit, hiérarchiser les dettes ; d'un autre côté, « l'obligation de solidarité » (p. 320), qui lie les habitants, se traduit par des pratiques multiples : petits services, troc, crédit ; elle se lit aussi bien dans la hiérarchie des remboursements que dans les valeurs sociales qui la fondent et sont basées sur la réputation de celui qui prête. « Les ressources économiques ne peuvent donc pas être analysées en dehors de la manière dont elles sont mises en circulation, c'est-à-dire en dehors de leur valeur sociale » (p. 334). La critique de l'utilitarisme est claire.

Mais, on l'a compris, la convivialité n'est pas exempte de coercition. Si les cités de transit peuvent être comparées à des « hôpitaux de jour à l'envers » (p. 324), elles font aussi figure de « lieux fermés », de « prisons civiles » (p. 385). Ainsi, « l'inspection mutuelle est une occupation à plein temps » (p. 340). Rumeurs, ragots, médisances, structurent la vie collective ; ils sont « l'enjeu et le support des alliances et des conflits » (p. 364). Mais, là aussi, face à ces contraintes du territoire, les Blanchardins ne sont pas totalement démunis, ils rusent, mettent en scène leur disparition, au sens statistique du terme, par exemple, en jouant sur leurs diverses identités, mais aussi physique, en quittant la cité pour y revenir plus tard. Ce qui est une manière de rappeler ce que bon nombre de recherches sur les cités et quartiers d'habitat social ont peut-être un peu perdu de vue par la suite : la cité n'est pas seulement un espace physique fixé et délimité mais un territoire mobile et ouvert, « un réseau qui enserre la ville toute entière », de proche en proche. Finalement, *L'argent des pauvres* décrit en pointillé des logiques sociales relativement solidifiées que l'on pourrait (ou que l'on aimerait) retrouver dans les cités d'aujourd'hui.

Retour au présent : disparaître, devenir anonyme

Le retour sur le terrain, trente ans après, laisse une tout autre impression à nos deux ethnographes. Tout d'abord parce qu'il est difficile dans ce contexte de retrouver trace des parents et fratries, soit disséminés – ou comme on dit : « partis sans laisser d'adresse », soit qui ne souhaitent pas parler de leur passé. Il faut une bonne dose de sens pratique et accepter

d'être perdu, déboussolé. Ensuite parce que ce sont les deux sociologues qui ont disparu si longtemps, sans laisser de traces, comme le leur reprochent plusieurs personnes. Alors à quoi bon reprendre langue, même si heureusement, « la possibilité de parler ne tient pas à grand chose » (p. 45), entre deux portes, en marmonnant ou jurant que l'on a plus rien à dire tout en disant beaucoup de choses... Enfin, parce que le sentiment de disparition de ce « quart-monde » comporte une dimension objective. Les pauvres n'ont-ils pas, « graduellement et en douceur », quitté le paysage mental des journalistes, des hommes politiques, journalistes, chercheurs, intellectuels ? Rendus plus invisibles encore par la vulnérabilité de toutes les catégories de salariés, ils n'ont jamais connu la stabilité pourtant promise.

C'est donc le récit de cette disparition que livrent les auteurs. Aux indicateurs de déclin économique et de paupérisation (baisse de la population, hausse des chômeurs et des allocataires, notamment du RSA, fuite des cadres et des professions intermédiaires, fermeture de classes de collège, etc.) s'ajoutent des indices tout aussi significatifs, comme la mort lente du marché et la fermeture des boutiques du centre ville, des rues complètement abandonnées et même pas squattées, le vieillissement des HLM. Détruire la cité de transit devenue « une cité fantôme, à la fin », comme le dit un habitant, c'était se débarrasser d'un symbole d'échec. D'où un sentiment d'expulsion qui ne passe toujours pas, vingt-cinq ans après.

Dans ce contexte, pour retrouver trace des anciens locataires de la cité, un autre obstacle se présente, ce que les auteurs appellent la « ruse des noms ». C'est là qu'apparaît la figure emblématique de la boîte à lettres. « Par exemple, Angélique est la fille de Courteau et Laloie, elle s'est mariée une fois sous le nom de Rembran, une seconde fois avec Malaquais. Elle joue sur les quatre noms suivant les interlocuteurs. Si elle est hébergée chez un ami, (...) sur la boîte aux lettres, elle est totalement invisible. Impossible de la retrouver. (...) En fin de compte, quand on est pauvre, il y a deux moyens pour résister : soit être suffisamment nombreux pour être en mesure de repousser l'opportun, soit se faire tout petit, invisible » (p. 33). Jouer sur ces identités administratives multiples est donc bien une ruse, une tactique, une façon de brouiller les pistes, de souffler un peu face à la ritournelle des contentieux en tout genre. C'est une manière de rappeler que les logiques de pouvoir viennent buter sur ces microrésistances. Alors qu'ils recherchent les traces de leurs interlocuteurs, les anciens habitants de la cité procèdent à un étrange dédoublement des repères dans l'espace d'hier et d'aujourd'hui, tel cet homme qui « raconte les lieux comme s'il voyait en surimpression » (p.

39). L'espace urbain est une mémoire stratifiée, comme l'a montré Maurice Halbwachs, qui informe l'appréhension du temps présent et confère sa verticalité à l'espace sensible.

Qu'est-ce qui a réellement changé ? Les relations sont aujourd'hui moins subies et plus électives. Par contre, ce que les habitants semblent avoir perdu, c'est cette « force que représentait le regroupement des pauvres dans la ville dans un espace à partir duquel ils étaient capables d'exercer une certaine souveraineté » (p. 71). Au fond, « Elbeuf les tient encore » (p. 150). Or il n'est pas simple d'échapper à cette « grande famille », ni à la sienne en particulier. La biographie familiale reconstituée autour des lettres d'Angélique (alors enfant dans les années 1980) et de son mari est à cet égard significative. Elle traite d'une situation douloureuse où la rupture avec cette famille cumulant les déviances et délits tenus au secret n'a pu se faire que par le recours à la justice. Suite à la dénonciation du viol dont Angélique a été la victime par son frère qui s'est révélée être son demi-frère, celui-ci a été condamné à cinq ans de prison. Une telle histoire ne peut en rester là : interminable, elle est celle d'une « séparation impossible » (p. 154).

Jadis, les gens de la cité partageaient une même expérience de la précarité et de l'étiquetage ; aujourd'hui, c'est la fragmentation qui domine ces milieux populaires. La construction de multiples frontières sociales résulte des effets de la désindustrialisation, de la perte du travail, de la dépendance, du sentiment d'indignité. Elle se donne aussi à voir à travers la séparation des mondes des hommes et des femmes. Point de mixité dans ce monde. « Non que l'on ne s'aime pas. (...) Mais les points de vie divergent nécessairement et violemment sur ce qu'il faut faire, sur la morale à tenir eu égard aux enfants et petits enfants, sur les abus et la tolérance envers l'argent ou les conduites, sur le risque de l'envahissement. (...) Eviter la mixité est un moyen de distribuer les excès, les abus, les écarts et la violence dans des sphères séparées, (...) Les femmes par exemple n'empiètent jamais sur les territoires des jardins des hommes. Réciproquement, ces derniers ne mordent jamais sur la gestion des dossiers familiaux » (p. 108).

Cette séparation des mondes masculins et féminins est-elle un invariant ? S'est-elle accentuée avec le temps ? Difficile de répondre. Il faudrait faire la cartographie des places occupées et perdues – même si de nombreuses enquêtes réalisées depuis une vingtaine d'années tendent à penser que les relations hommes/femmes (jeunes et vieux) se sont pour le moins tendues dans les quartiers populaires. Néanmoins, il y a tension entre permanence et

changement, comme on l'observe dans plusieurs domaines. Les permanences se situent par exemple dans les poursuites judiciaires, qui font réapparaître les pauvres au cœur d'une société de contentieux. Elles résident dans les effets multiples de la forte et ancienne alcoolisation des hommes qui génèrent des comportements violents à l'égard des femmes, leurs peurs et angoisses. Sur ces points, l'observation des audiences au tribunal de Rouen est très intéressante et riche. Elle met en scène, d'un côté, les hommes privés de leur permis de conduire – autant dire, de leur outil de travail – pour excès d'alcool, n'ayant pas payé leurs pensions alimentaires ou leur contravention sur la route ; de l'autre, des femmes poursuivies pour dettes de loyers, les endettements sur les cartes de crédit, les délits des enfants. Dans cette mise en scène pénale et le regard porté sur elle, un glissement s'opère. « Ce n'est pas d'un rapport sexué à la loi en général dont il s'agit, mais plutôt d'une inscription des registres d'action sexués dans le judiciaire » (p. 188), remarquent les auteurs. La justice des pauvres s'est sinon accentuée, du moins redéployée au fil des années ; et ce, alors que s'ouvraient d'autres scènes de leur gestion morale, entre le chômage et le RSA en particulier, qui elles-mêmes donnent lieu à d'autres formations de protestation et de réclamation. C'est en tout cas ce que montre une analyse originale et serrée des correspondances des chômeurs en quête de leurs droits qui offre un domaine de recherche récent très fécond.

D'une enquête l'autre

On voit donc que d'un côté, les histoires se répètent, ce qui traduit souvent une communauté de destin et un sentiment d'intemporalité ; de l'autre, certaines différences sont soulignées : les familles nombreuses sont devenues plus rares, la scolarité des enfants plus longue, les décohabitations plus franches, les relations avec les travailleurs sociaux se sont adoucies ; ce sont aussi les conditions de vie qui se sont dégradées, les poches de pauvreté d'hier qui se sont diffusées et disséminées dans les communes de l'agglomération.

Ce qui a surpris Laé et Murard, c'est la capacité d'expression des personnes enquêtées, « l'abondance des prises de parole » (p. 19). Ces prises de parole laissent une plus grande place aux sentiments et traduisent une prise de distance plus forte avec le groupe familial. On notera cependant que *L'Argent des pauvres* est essentiellement fondée sur des observations ethnographiques, alors que « l'ethnologie de la mémoire » est largement basée sur des conversations, des entretiens et des lettres. Cela a-t-il une incidence ? D'autres enquêtes ethnographiques ont souligné ce phénomène qui apparaît d'autant plus que les citations affluent. Comment interpréter ces abondantes prises de parole ? Faut-il y voir la conséquence

d'une surdiffusion de récits de soi à la télévision, dans les téléfilms, feuilletons et séries, au cinéma, mais aussi un effet de l'explosion de la téléphonie mobile et d'Internet ? Autrement dit, est-ce le signe d'une érosion de la culture ouvrière accélérée par la diffusion d'une culture médiatique dans les foyers les plus modestes qui ont largement intériorisé les normes de la « culture psy » dominante ? Mais dès lors que l'on accorde plus d'importance aux personnes qu'aux classes et fractions de classes, cette attention sur les capacités individuelles peut sembler inévitable.

C'est peut-être une des questions qui demeurera en suspens en fermant le livre : les classes populaires pauvres ont-elles à ce point éclaté qu'il ne reste plus que des fragments d'individualités déliés de toute inscription collective ? Les catégories et collectifs se recomposent-ils selon d'autres lignes de clivage, notamment générationnel, territorial, ethno-culturel ? La sociologie des cités en offre de multiples illustrations. Mais, précisément, ce livre en est le contre-point, ils s'intéressent à l'envers de ce décor familial. Moins (ou pas) connue, mise en invisibilité, fortement contrastée, cette vulnérabilité sociale confirme que bien des choses restent à dire. Ce qu'ils font magnifiquement !

Publié dans laviedesidees.fr, le 6 avril 2012

© laviedesidees.fr